

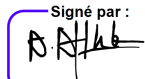
AFFLELOU

Société par actions simplifiée au capital de 135.560.670,23 euros
Tour Trinity – 1bis Esplanade de la Défense
92400 - COURBEVOIE
751 095 712 RCS Nanterre
(la "**Société**")

STATUTS

Statuts mis à jour en date du 14 janvier 2026

Extrait certifié conforme par le Président

Signé par :

A230A8840E6F495...

Le Président

Monsieur Anthony Afflelou

TITRE I.

FORME - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 FORME DE LA SOCIÉTÉ

La Société a la forme sociale d'une société par actions simplifiée régie par les articles L. 227-1 et suivants du Code du commerce, ainsi que par toute loi ou décret ultérieur qui pourrait modifier, compléter ou remplacer ces dispositions, et par les présents statuts (les "**Statuts**").

Les personnes physiques ou morales, propriétaires d'actions émises par la Société, ont la qualité d'associé (ensemble les "**Associés**" ou individuellement un "**Associé**").

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme sociale avec un ou plusieurs Associés. En cas d'Associé unique (l'"**Associé Unique**"), les prérogatives revenant aux Associés aux termes des Statuts sont exercées par l'Associé Unique.

ARTICLE 2 DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination : "**AFFLELOU**"

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé : Tour Trinity – 1bis Esplanade de la Défense – 92400 COURBEVOIE.

ARTICLE 4 OBJET SOCIAL

La Société a pour objet social, tant en France qu'à l'étranger :

- la prise de toutes les participations dans toutes entreprises ou sociétés, quels qu'en soit la nature juridique ou l'objet, par voie d'acquisition de parts ou d'actions, souscription, apport ou autrement ;
- la gestion et la disposition de ses participations ;
- l'assistance et le conseil aux sociétés de son groupe et de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation, dans les domaines commercial, administratif, comptable, gestion, stratégie de développement, marketing, ressources humaines, informatique, finance, négociation, etc. ;
- l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur, la transformation, la location de tous immeubles ou biens immobiliers ;

- l'octroi de toutes cautions ou garanties au profit de toute société de son groupe ou dans le cadre de l'activité normale de toutes sociétés de son groupe et toutes opérations autorisées aux termes de l'article L. 511-7 alinéa 3 du Code monétaire et financier ;
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 5 DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II.

CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 6 APPORTS

Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire. La libération des apports en numéraire peut se faire soit par versement en espèces ou assimilés, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Lors de la constitution de la Société, il a été fait un apport en numéraire d'un (1) euro correspondant à la souscription par l'Associé Unique à l'action unique d'un (1) euro de valeur nominale composant le capital social, souscrite et libérée intégralement lors de la constitution de la Société.

Lors des décisions de l'Associé Unique en date du 17 juillet 2012, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 106.360.000 euros pour le porter à 106.360.001 euros, par l'émission de 106.360.000 actions ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune émises au pair.

Lors des décisions de l'Associé Unique en date du 17 juillet 2012, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 1 euro pour le porter à 106.360.002 euros par l'émission d'une ADP B, d'un (1) euro de valeur nominale émise au pair.

Lors des décisions de l'Associé Unique en date du 17 juillet 2012, l'Associé Unique a approuvé (i) l'apport en nature de 240.000 actions ordinaires et de 280.000 bons de souscription d'actions 3AB OPTIQUE DEVELOPPEMENT (488 863 358 RCS Paris) ("**3ABOD**") en pleine propriété et (ii) en rémunération de celui-ci, l'émission de 637.118 actions ordinaires et de 955.680 ADP D au profit des apporteurs. Le capital social a ainsi été augmenté d'un montant nominal total de 1.592.798 euros pour être porté à 107.952.800 euros.

Lors des décisions de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, les associés de la Société ont approuvé (i) l'apport en nature de 20.686 bons de souscription d'actions 3ABOD en pleine propriété et (ii) en rémunération de celui-ci, l'émission de 32.000 actions ordinaires et de 48.000 ADP D au profit de l'apporteur. Le capital social a ainsi été augmenté d'un montant nominal total de 80.000 euros pour être porté à 108.032.800 euros.

Lors des décisions de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, les associés de la Société ont approuvé (i) l'apport en nature de 38.785 bons de souscription d'actions 3ABOD en pleine propriété et (ii) en rémunération de celui-ci, l'émission de 60.000 actions ordinaires et de 90.000 ADP D au profit de l'apporteur. Le capital social a ainsi été augmenté d'un montant nominal de 150.000 euros pour être porté à 108.182.800 euros.

Lors des décisions de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, les associés de la Société ont approuvé (i) l'apport en nature de 25.176.505 obligations convertibles en actions 3ABOD en pleine propriété et (ii) en rémunération partielle de celui-ci, l'émission de 814.677 actions ordinaires au profit de l'apporteur. Le capital social a ainsi été augmenté d'un montant nominal de 814.677 euros pour être porté à 108.997.477 euros.

Lors des décisions de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, les associés de la Société ont approuvé (i) l'apport en nature de 15.973.575 obligations convertibles en actions 3ABOD en pleine propriété et (ii) en rémunération de celui-ci, l'émission de 29.185.323 actions ordinaires au profit de l'apporteur. Le capital social a ainsi été augmenté d'un montant nominal de 29.185.323 euros pour être porté à 138.182.800 euros.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 2.910.882 euros pour le porter à 141.093.682 euros par l'émission de 2.910.882 actions ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune émises au pair.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 4.366.320 euros pour le porter à 145.460.002 euros par l'émission de 4.366.320 ADP D, d'un (1) euro de valeur nominale chacune émises au pair.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 17 juillet 2012, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 1.230.000 euros pour le porter à 146.690.002 euros par l'émission de 1.230.000 ADP R, d'un (1) euro de valeur nominale chacune émises au pair.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 10 octobre 2016, il a été procédé à une réduction de capital d'un montant de 68.357.540,93 euros par diminution de la valeur nominale des actions d'un montant de 0,466 euro, pour le ramener de 146.690.002 euros à 78.332.461,07 euros.

Par acte unanime sous seing privé des Associés en date du 27 décembre 2017, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 5.455.945,82 euros pour le porter à 83.788.406,89 euros par l'émission de 10.217.127 ADP D, de 0,534 euro de valeur nominale.

Par décision du Président en date du 27 décembre 2017, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la sixième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 décembre 2017, le Président a constaté une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 1.290.772,52 euros pour le porter à 85.079.179,41 euros par l'émission de 2.417.177 actions ordinaires, de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Par décision du Président en date du 27 décembre 2017, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la septième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 décembre 2017, le Président a constaté une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 9.819.026,46 euros pour le porter à 94.898.205,87 euros par l'émission de 18.387.690 actions de préférence de catégorie D, de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Par décision du Président en date du 27 décembre 2017, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la dixième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 décembre 2017, le Président a constaté une réduction de capital en numéraire d'un montant nominal de 10.647.887,91 euros pour le porter à 84.250.317,96 euros par annulation de 19.939.865 actions, de 0,534 euro de valeur nominale chacune.

Par décision du Président en date du 27 décembre 2017, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la onzième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 décembre 2017, le Président a constaté une réduction de capital en numéraire d'un montant nominal de 718.764 euros pour le porter à 83.531.553,95 euros par annulation de 1.346.000 actions, de 0,534 euro de valeur nominale chacune.

Par acte unanime sous seing privé des Associés en date du 28 juin 2018, il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 149.999.999,25 euros pour le porter à 233.531.553,20 euros par l'émission de 280.898.875 AO, de 0,534 euro de valeur nominale.

Par acte unanime sous seing privé des Associés en date du 28 juin 2018, il a été procédé à une conversion de 1.795.513 AO en 1.795.513 ADP E de 0,534 euro de valeur nominale.

Par décision du Président en date du 27 janvier 2020, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la deuxième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 janvier 2020, le Président a constaté une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 2.546.604,35 euros pour le porter à 236.078.157,55 euros par l'émission de 4.768.922 ADP D, de 0,534 euro de valeur nominale chacune augmentée d'une prime d'émission globale de 10.443.939,18 euros, intégralement libérées.

Par décision du Président en date du 27 janvier 2020, faisant usage de la délégation de pouvoir consentie aux termes de la cinquième décision de l'acte unanime des associés sous seing privé en date du 27 janvier 2020, le Président a constaté une réduction de capital en numéraire d'un montant nominal de 4.596.596,70 euros pour le porter à 231.481.560,85 euros par annulation de 8.607.859 actions, de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Lors des décisions des associés en date du 20 décembre 2021, il a été procédé à une conversion de 21.591.760 actions ordinaires en 21.591.760 ADP T de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Lors des décisions du président en date du 31 janvier 2022, le président a constaté une augmentation de capital d'un montant nominal de 21.013.016,95 euros pour le porter de 231.481.560,85 euros à 252.494.577,80 euros, à la suite de l'émission de 39.350.219 ADP D', de 0,534 euro de valeur nominale chacune, assorties d'une prime d'émission globale de 118.986.984,90 euros, à la suite de la conversion de 39.350.219 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie D'.

Lors des décisions des associés en date du 31 janvier 2022, il a été décidé une réduction de capital de la Société non motivée par des pertes par voie de rachat de 13.407.182 ADP D' de la Société en vue de leur annulation. Le 23 février 2022 (*i.e.* après l'expiration du délai d'opposition des créanciers), le Président a constaté (i) l'absence d'opposition des créanciers, (ii) le rachat de 13.407.182 ADP D' par la Société et (iii) la réduction du capital social de la Société d'un montant de 7.159.435,19 euros par voie d'annulation de 13.407.182 ADP D' rachetées, ramenant le capital social de la Société à un montant de 245.335.142,61 euros.

Lors des décisions des associés en date du 30 septembre 2022, il a été procédé à une conversion de 1.872.660 actions ordinaires en 1.872.660 ADP T de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Par décisions unanimes des Associés et décisions du Président en date du 30 juin 2023, il a été procédé à (i) une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant nominal total de 4.956.119,68 euros par émission de 9.281.123 ADP D de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées, et (ii) une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant nominal total de 1.275.239,53 euros par émission de 2.388.089 ADP D de 0,534 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Par décisions unanimes des Associés en date du 30 juin 2023 et décisions du Président en date du 27 juillet 2023, il a été procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 117.381.336,56 euros par annulation de 140.702.253 actions ordinaires, 29.705.527 ADP D, 23.464.420 ADP T et 25.943.037 ADP D'.

Par décisions unanimes des Associés en date du 27 juillet 2023, il a été procédé (i) à la conversion de 1.000.000 d'actions ordinaires en 1.000.000 d'ADP F de 0,534 euro de valeur nominale, intégralement libérées, et (ii) à la conversion de 551.968 actions ordinaires en 551.968 ADP 1 de 0,534 euro de valeur nominale, intégralement libérées.

Par décisions du Président en date du 21 décembre 2024, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal total de 1.355.854,84 euros par émission de 2.539.054 ADP 1 de 0,534 euro de valeur nominale, intégralement libérées.

Par décisions du Président en date du 14 janvier 2026, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal total de 19.650,13 euros par émission de 36.798 AGADP 1 de 0,534 euro de valeur nominale, intégralement libérées.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 135.560.670,23 euros, divisé en 253.858.933 actions de 0,534 euro de valeur nominale chacune (les "Actions"), libérées en intégralité et réparties en plusieurs catégories d'Actions ainsi qu'il suit :

- 249.731.113 actions ordinaires (les "**AO**") ;
- 1.000.000 actions de préférence de catégorie F (les "**ADP F**"), régies par les dispositions des articles L. 228-11 à L. 228-20 du Code de commerce, soumises aux dispositions des Statuts, et dont les caractéristiques figurent aux Articles 9.4, 9.6 et 9.7 et en Annexe 2 ; et
- 3.127.820 actions de préférence de catégorie 1 (les "**ADP 1**" et, ensemble avec les ADP F, les "**ADP**") régies par les dispositions des articles L. 228-11 à L. 228-20 du Code de commerce, soumises aux dispositions des Statuts, et dont les caractéristiques figurent aux Articles 9.5, 9.6 et 9.7 et en Annexe 3.

ARTICLE 8 MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

- 8.1** Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, dans les conditions prévues par la loi, sur décision des Associés prise conformément aux dispositions de l'ARTICLE 13.
- 8.2** Les Associés peuvent cependant déléguer au Président, selon toutes modalités autorisées par la loi et les règlements, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission de toutes ou d'une catégorie de valeurs mobilières, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

ARTICLE 9 FORME DES ACTIONS – DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS

9.1 Forme des Actions

- 9.1.1 Les Actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président, un membre du Conseil d'Administration désigné par l'Associé Majoritaire ou toute autre personne ayant reçu délégation du Président ou dudit membre du Conseil d'Administration à cet effet.
- 9.1.2 Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

9.2 Droits et obligations attachés aux Actions

- 9.2.1 Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution d'Actions à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, une augmentation du capital par incorporation de réserves, une fusion ou autrement, les Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires à l'exercice dudit droit.
- 9.2.2 Les droits et obligations attachés à une Action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe.
- 9.2.3 La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés.
- 9.2.4 Le ou les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.
- 9.2.5 Sous réserve des caractéristiques des ADP, chaque Action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part déterminée par application des stipulations des Statuts.
- 9.2.6 En outre, les Actions donnent droit de vote et à la représentation dans les décisions collectives des Associés dans les conditions décrites par les Statuts.
- 9.2.7 Le droit de vote attaché à l'Action appartient au nu-propriétaire lors des décisions collectives des Associés, à l'exception des décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés de la Société et à la distribution de dividendes pour lesquelles le droit de vote appartient à l'usufruitier. Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter aux décisions collectives des Associés par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé.

9.3 Droits et obligations attachés aux AO

- 9.3.1 Sans préjudice des stipulations de l'Article 9, à chaque AO est attaché un droit de vote, et un Droit Financier correspondant, dans la limite (i) des Articles 9.6 et 9.7 et (ii) des règles visées aux Annexe 2 et 3, à la quotité de capital qu'elle représente.
- 9.3.2 Les droits attachés aux AO en cas de liquidation de la Société ou de Sortie sont décrits à l'Article 9.7.

9.4 Droits et obligations attachés aux ADP F

9.4.1 Droit de vote

À chaque ADP F est attaché un droit de vote.

9.4.2 Droit Financier et Droits Spécifiques

Les ADP F bénéficient cumulativement :

- d'un Droit Financier identique à celui attaché aux AO et correspondant, dans la limite (i) des Articles 9.6 et 9.7 et (ii) des règles visées aux Annexes 2 et 3, à la quotité de capital qu'elles représentent ; et
- du Droit Prioritaire F tel que précisé à l'Annexe 2.

9.5 Droits et obligations attachés aux ADP 1

9.5.1 Droit de vote

À chaque ADP 1 est attaché un droit de vote.

9.5.2 Droit Financier et Droits Spécifiques

Les ADP 1 bénéficient d'un Droit Spécifique, à savoir le Droit de Sortie ADP 1 Total tel que décrit à l'Annexe 3.

9.6 Droit de priorité en cas de distribution de dividendes ou de réserves

Dans tous les cas où il est décidé par la collectivité des Associés une distribution aux Associés, en espèces ou en nature, de dividendes (y compris à titre d'acompte), de réserves, de primes ou résultant d'une réduction de capital non motivée par des pertes, d'un amortissement du capital ou d'une scission conformément à l'ARTICLE 13, le montant de la distribution (le "**Montant Distribué**") sera réparti entre les Associés de la manière suivante :

- en premier lieu, aux titulaires d'ADP F (au prorata des ADP F détenues par chacun d'eux) à hauteur et dans la limite d'un montant correspondant au Droit Prioritaire F ;
- puis, en deuxième lieu, pour le solde du Montant Distribué (le cas échéant), aux titulaires d'AO et d'ADP F (au prorata des AO et des ADP F détenues par chacun d'eux), proportionnellement à la quotité du capital social que les AO et les ADP F représentent,

sous réserve des règles obligatoires de mise en réserve.

9.7 Droit de priorité en cas de liquidation ou de Sortie

- 9.7.1 En cas de liquidation amiable ou judiciaire de la Société ou de Sortie, l'actif net de liquidation ou la valeur des Titres à la Sortie (le "**Montant Net**") sera réparti entre les Associés de la manière suivante :

- en premier lieu, aux titulaires d'ADP F (au prorata du nombre d'ADP F détenues par chacun d'eux), à hauteur et dans la limite des Droits Prioritaires F dus et non encore payés aux titulaires d'ADP F ;
- puis, en deuxième lieu, pour le solde du Montant Net (le cas échéant) et si le Droit de Sortie ADP 1 Total est dû, aux titulaires d'ADP 1 à hauteur d'un montant correspondant au Droit de Sortie ADP 1 Total, au prorata des ADP 1 détenues respectivement par chacun d'eux ;
- puis, en troisième lieu, pour le solde du Montant Net (le cas échéant), aux titulaires d'AO et d'ADP F (au prorata des AO et des ADP F détenues par chacun d'eux), proportionnellement à la quotité du capital social que les AO et les ADP F représentent.

9.7.2 En cas de dissolution anticipée de la Société dans le cadre de l'article 1844-7 du Code civil et de sa liquidation subséquente à la suite d'une cession par la Société d'une portion substantielle de ses actifs et la réalisation consécutive de son objet social en application de l'article 1844-7 du Code civil, le Montant Net sera réparti entre les Associés comme indiqué à l'Article 9.7.1.

9.8 Protection des titulaires d'ADP

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'ADP est assuré conformément à la loi pour toute modification juridique susceptible d'affecter leurs droits, en particulier :

- conformément à l'article L. 225-99 du Code de commerce, la décision collective des Associés de modifier les droits relatifs à une catégorie d'ADP ne sera définitive qu'après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires de la catégorie d'ADP concernée ; et
- conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les ADP pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou, selon une parité d'échange spécifique, tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange, contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'ADP concernées.

ARTICLE 10 TRANSMISSION DES TITRES ET EXCLUSION

10.1 Transfert des Titres

10.1.1 Les Transferts de Titres sont soumis au respect des dispositions du Pacte Simplifié et/ou de tout autre accord extrastatutaire, tel qu'en vigueur au moment du Transfert, sauf accord préalable de l'Associé Majoritaire.

10.1.2 Tout Transfert réalisé en violation du Pacte Simplifié et/ou des autres accords extrastatutaires relatifs aux Transferts de Titres sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce, le droit d'agir en nullité appartenant à tout Associé.

10.1.3 La cession des Titres s'opère conformément aux dispositions des articles L. 228-1 et R. 228-10 du Code de commerce, par l'inscription de la transmission des Titres en cause dans les livres de la Société sur le compte du cessionnaire, sous réserve des dispositions de l'Article 10.1.1.

10.1.4 La tenue des registres des mouvements de Titres de la Société et des comptes individuels sera assurée par un membre du Conseil d'Administration désigné par le Conseil d'Administration ou un tiers externe mandaté par le Conseil d'Administration (le "**Teneur de Compte**") qui sera seul habilité (i) à procéder aux écritures dans les comptes ouverts au nom des propriétaires des Titres dans les registres de la Société en conformité avec les engagements contenus dans les Statuts ainsi que dans le Pacte Simplifié si le Transfert est effectué par une partie au Pacte Simplifié et (ii) à procéder, y compris en l'absence de production d'ordres de mouvement, aux écritures dans les registres des mouvements de Titres de la Société et les comptes individuels qui découleraient, en particulier, de toute décision d'exclusion d'un Associé prise en vertu des Statuts, en contrepartie de la preuve du paiement ou de la consignation du prix.

10.2 Exclusion

10.2.1 Conformément aux dispositions de l'article L. 227-16 du Code de commerce, tout Associé (autre que l'Associé Majoritaire) pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues ci-après s'il ne respecte pas l'obligation de sortie conjointe au titre du Pacte Simplifié qu'il a conclu.

10.2.2 Dès que le Conseil d'Administration a connaissance d'un événement susceptible d'entraîner l'exclusion d'un Associé, il en informe tous les autres Associés et convoque tous les Associés dans les conditions prévues à l'ARTICLE 13, pour une décision collective ayant pour objet de se prononcer sur l'exclusion de l'Associé concerné ("**Procédure d'Exclusion**"), en précisant lors de la convocation des Associés les motifs de la Procédure d'Exclusion envisagée.

10.2.3 La personne prenant l'initiative de la Procédure d'Exclusion visée ci-dessus doit également concomitamment notifier à l'Associé concerné les motifs de la Procédure d'Exclusion mise en œuvre à son encontre. L'Associé concerné disposera du droit de présenter son point de vue et ses explications aux autres Associés au cours de la décision collective des Associés organisée au titre de la Procédure d'Exclusion.

10.2.4 La décision collective des Associés se prononçant sur l'exclusion doit faire l'objet d'un vote favorable dans les conditions de quorum et de majorité de l'Article 13.2.3.

10.2.5 En cas d'exclusion d'un Associé, les Titres de l'Associé concerné seront rachetés par la Société (avec faculté de substitution par celle-ci) pour un prix par Titre égal, pour chaque catégorie de Titres, au prix de cession qui aurait été perçu pour la catégorie de Titres concernée dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation de sortie conjointe au titre du Pacte Simplifié qu'il a conclu, minoré des frais engagés par la Société dans le cadre de la Procédure d'Exclusion.

10.2.6 Les Titres rachetés par la Société en application du présent Article 10 devront dans un délai de six (6) mois, soit être cédés par la Société à un Associé ou à un Tiers, soit être annulés.

10.2.7 Le Transfert des Titres est réalisé par la délivrance à l'Associé exclu, (x) d'un chèque ou d'un ordre irrévocable de virement d'un montant égal au prix des Titres déterminé conformément à l'Article 10.2.5 ou (y) dans les cas où la contrepartie du Transfert des Titres n'est pas payable en numéraire, du Transfert de cette contrepartie. Dans le cas où l'Associé exclu, pour quelque

raison que ce soit, ne se trouve pas en mesure de recevoir le paiement du prix, ce prix est, à la diligence de la Société, consigné ou séquestré auprès de tout établissement bancaire ou notaire ; à compter de cette consignation ou ce séquestre, la Société est réputée avoir rempli ses obligations au titre du paiement du prix.

- 10.2.8 Le Transfert des Titres détenus par l'Associé exclu interviendra automatiquement, même sans production d'un ordre de mouvement signé par l'Associé exclu, le jour de (i) la réception par l'Associé exclu du prix ou (ii) de la notification par la Société qu'elle a consigné ou séquestré le prix conformément à l'Article 10.2.6 Pour ce faire, le Teneur de Compte inscrit dans les livres de la Société le Transfert des Titres.
- 10.2.9 Les Titres sont Transférés tout droit aux dividendes, intérêts ou autres droits pécuniaires attachés et libres de tout privilège, nantissement ou sûreté de quelque nature que ce soit, ce dont l'Associé exclu doit faire son affaire.
- 10.2.10 Dans le cas d'un nantissement ou autre droit similaire conféré par l'Associé exclu sur ses Titres, l'Associé exclu autorise d'ores et déjà la Société et/ou toute autre personne cessionnaire de ses Titres à verser tout ou partie du prix directement entre les mains du créancier. Simultanément à ce paiement direct, ledit créancier remettra à la Société et/ou à la personne cessionnaire des Titres de l'Associé exclu la mainlevée des sûretés ou droits consentis à son profit par l'Associé exclu.
- 10.2.11 A compter de la décision collective des Associés et jusqu'à la date du transfert de propriété des Titres de l'Associé exclu, tous les droits non pécuniaires attachés à la propriété des Titres tant par les Statuts que par la loi sont suspendus. En particulier, l'Associé exclu n'a plus droit aux informations destinées aux Associés, n'est plus convoqué en vue de participer aux décisions collectives des Associés et ne peut pas prendre part aux votes sur ces décisions collectives. Les Titres de la Société attribués à ou souscrits par l'Associé exclu entre la date de la décision collective des associés d'exclusion et jusqu'à la date de cession sont de plein droit inclus dans les Titres objets de la cession.

TITRE III.

DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

La Société est administrée par un conseil d'administration (le "**Conseil d'Administration**") institué par l'ARTICLE 12. La direction générale de la Société est assumée, sous la responsabilité du Conseil d'Administration, par le Président (le "**Président**") et, le cas échéant, par un directeur général (le "**Directeur Général**"), et un ou plusieurs directeurs généraux délégués (les "**Directeurs Généraux Délégués**") et, collectivement avec le Président et le Directeur Général, les "**Dirigeants Principaux**") au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce.

ARTICLE 11 PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEURS GENERAUX – DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

11.1 Désignation du Président

11.1.1 Le Président, qui peut être une personne physique ou une personne morale, Associée ou non de la Société, membre du Conseil d'Administration ou non, est désigné par décision du Conseil d'Administration ou de la collectivité des Associés.

11.1.2 Il est toutefois précisé que dans le cas où le Président cesserait d'exercer ses fonctions de Président, pour quelque raison que ce soit, le Président suivant (puis tout Président ultérieur) ne pourra être nommé qu'avec l'accord préalable de Holding AA-OC, ou à défaut, selon la procédure suivante :

- l'Associé Majoritaire proposera à Holding AA-OC deux (2) cabinets de recrutement de première réputation en vue de rechercher un nouveau Président ;
- Holding AA-OC choisira le cabinet de recrutement qui assurera cette recherche dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la liste des deux (2) cabinets de recrutement proposés par l'Associé Majoritaire, à défaut l'Associé Majoritaire choisira lui-même le cabinet de recrutement ;
- le cabinet de recrutement arrêtera, dès que possible et dans un délai maximum de six (6) semaines suivant sa désignation, une liste d'au moins deux (2) candidats, une telle liste devant avoir fait l'objet de discussions et avoir été approuvée par l'Associé Majoritaire ; Holding AA-OC sera conviée à toutes les réunions avec ce cabinet ;
- Holding AA-OC disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette liste pour choisir le Président parmi cette liste, à défaut de quoi le Conseil d'Administration désignera lui-même le Président sur la base de cette même liste ;

Etant précisé que ce droit est personnel à Holding AA-OC et est incessible.

11.2 Désignation du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

Il pourra être désigné par décision du Conseil d'Administration ou de la collectivité des Associés un Directeur Général et un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, qui peuvent être des personnes physiques ou personnes morales, Associées ou non de la Société. Ils peuvent être choisis parmi les membres du Conseil d'Administration ou en dehors d'eux.

11.3 Procès-verbaux des décisions des Dirigeants Principaux

Les décisions des Dirigeants Principaux peuvent être constatées par des procès-verbaux signés par le Dirigeant Principal concerné. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Dirigeant Principal concerné ou par tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

11.4 Pouvoirs des Dirigeants Principaux

11.4.1 Les Dirigeants Principaux assurent la direction générale de la Société (étant précisé que les pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués pourront être limités, le cas échéant, par décision du Conseil d'Administration), sous réserve des pouvoirs ou missions expressément attribués par la loi ou par les Statuts, au Conseil d'Administration et aux Associés et des Décisions Importantes soumises à l'approbation préalable du Conseil d'Administration listées à l'Article 12.2.

11.4.2 Pouvoirs de représentation du Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs ou missions que la loi et les Statuts attribuent expressément au Conseil d'Administration et aux Associés et des Décisions Importantes soumises à l'approbation préalable du Conseil d'Administration listées à l'Article 12.2.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des Statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

11.4.3 Mission du Président

Le Président a notamment pour mission de :

- déterminer et mettre en œuvre les grandes orientations stratégiques et définir l'organisation de la Société et du Groupe et, dans ce cadre, déterminer notamment les opportunités de croissance externe et de désinvestissements éventuels ;
- préparer et arrêter le budget annuel et le business plan soumis au Conseil d'Administration et leurs éventuelles modifications ; et

- préparer et arrêter notamment les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce et, le cas échéant, les comptes consolidés, et de mettre ces documents à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des Associés dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

11.4.4 Pouvoirs de représentation du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

Le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Président pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, dans les conditions prévues à l'Article 11.4.2.

11.4.5 Délégation

Tout Dirigeant Principal peut déléguer ses pouvoirs à toute personne, employée de la Société ou non, de façon partielle et limitée dans le temps, et à tout mandataire spécial pour un ou plusieurs objets déterminés.

11.5 Durée et cessation des fonctions des Dirigeants Principaux

La durée des fonctions des Dirigeants Principaux est indéterminée, sauf décision contraire.

Outre l'expiration du terme (le cas échéant), les fonctions des Dirigeants Principaux cessent par le décès, l'incapacité, la faillite personnelle ou l'interdiction de gérer, la démission ou la révocation dans le cas où l'intéressé est une personne physique et la dissolution ou la mise en liquidation judiciaire dans le cas où l'intéressé est une personne morale.

Le Président pourra être révoqué uniquement conformément aux stipulations et dans les conditions du Pacte Principal.

Les autres Dirigeants Principaux peuvent être révoqués par décision du Conseil d'Administration ou de la collectivité des Associés à la majorité simple à tout moment et *ad nutum*. La décision de révocation peut être prise sans préavis et ne peut donner lieu à des dommages-intérêts. Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, sa révocation ne met pas fin à ce contrat.

11.6 Rémunération

Les Dirigeants Principaux pourront percevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, laquelle sera fixée par le Conseil d'Administration ou le cas échéant une commission créée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Les frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions seront par ailleurs remboursés par la Société sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 12 CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 Mission et pouvoirs du Conseil d'Administration

12.1.1 Administration de la Société

Le Conseil d'Administration administre la Société. Il détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Associés, aux Dirigeants Principaux et dans la limite de l'objet social de la Société, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'Administration donne en outre aux Dirigeants Principaux les autorisations prévues par l'Article 12.2.

12.1.2 Vérification et droit d'accès

A toute époque de l'année, le président du Conseil d'Administration, sur son initiative ou sur décision du Conseil d'Administration ou sur demande d'un membre du Conseil d'Administration nommé sur proposition de Holding AA-OC ou un membre du Conseil d'Administration nommé sur proposition de l'Associé Majoritaire opère et fait opérer par tous tiers de son choix les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission, les Dirigeants Principaux ne pouvant refuser ni entraver ses diligences et devant prêter leurs concours à cet effet.

12.1.3 Consultation des Associés par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration peut soumettre à la collectivité des Associés ses observations sur la gestion de la Société par les Dirigeants Principaux ainsi que sur toute proposition soumise à la collectivité des Associés par l'un des Dirigeants Principaux. Le Conseil d'Administration peut, à tout moment, prendre l'initiative de consulter la collectivité des Associés sur une matière de sa compétence. Dans ce cas, le Conseil d'Administration rédige les projets de résolutions et les rapports soumis aux Associés.

12.1.4 Création de commissions ou de comités

Le Conseil d'Administration peut décider la création de commissions ou de comités dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au Conseil d'Administration lui-même par les Statuts. Chacun des Dirigeants Principaux devra se conformer aux décisions desdits comités ou commissions.

12.2 Actes soumis à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration

A titre de mesure interne, les décisions visées ci-dessous relatives à la Société ou l'une des autres Sociétés du Groupe ne pourront être prises par l'un des Dirigeants Principaux ou par la société concernée qu'après avoir été préalablement autorisées par le Conseil d'Administration à la majorité simple de ses membres présents ou représentés (les "**Décisions Importantes**").

Les Décisions Importantes auxquelles il est fait référence ci-dessus sont les suivantes :

- (a) l'établissement du budget annuel du Groupe ainsi que tout budget rectificatif qui remplacerait ou modifierait le budget annuel ;
- (b) l'établissement du business plan du Groupe ainsi que tout business plan rectificatif ;
- (c) toute cession d'actifs, de Titres d'une Société du Groupe (à l'exception des valeurs mobilières de placement) ou de fonds de commerce ou désinvestissement (tels que des fermetures d'enseignes) non prévu au budget approuvé, dont le montant en principal par exercice serait compris entre un million (1.000.000) d'euros et dix millions (10.000.000) d'euros ;
- (d) toute acquisition d'actifs, de Titres d'une Société du Groupe (à l'exception des valeurs mobilières de placement) ou de fonds de commerce ou des investissements (tels que l'ouverture ou l'acquisition d'enseignes) non prévus dans le budget approuvé, dont le montant en principal par exercice serait compris entre un million (1.000.000) d'euros et dix millions (10.000.000) d'euros ;
- (e) toute adhésion à des Groupement d'intérêt économique (GIE) dont l'activité est similaire à celle du Groupe ;
- (f) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution impliquant les Filiales la Société ;
- (g) tout changement ou renouvellement des Commissaires aux comptes de toute Société du Groupe ;
- (h) toute modification des principes comptables de toute Société du Groupe, sauf en application d'une disposition légale ou réglementaire ;
- (i) tout projet de modification des statuts d'une Société du Groupe (autre que pour la Société) ou toute modification significative (notamment toutes décisions modifiant les règles de gouvernance et des décisions collectives d'associés) des statuts de toute Société du Groupe (autre que pour la Société) ;
- (j) toute décision de consentir des indemnités, cautions, avals ou garanties en garantie des obligations d'un tiers (toute personne autre qu'une Société du Groupe), pour un montant unitaire supérieur à deux cent cinquante mille (250.000) euros et un montant cumulé annuel de deux millions (2.000.000) d'euros, à l'exception des garanties données sur les baux consentis par le Groupe et ses filiales succursalistes, et des garanties des obligations d'un franchisé du Groupe, auquel cas : (i) ces engagements en faveur des franchisés pourront être délivrés sans limite s'ils portent sur des durées inférieures à un an et/ou si leur montant unitaire est inférieur à cinquante mille (50.000) euros, (ii) et dans les autres cas, pourront être délivrés dans la limite d'un montant annuel cumulé de sept millions (7.000.000) d'euros et un montant unitaire inférieur à cinq cent mille (500.000) euros ;
- (k) toute émission de valeurs mobilières, quelle que soit leur nature (autre que pour la Société) ;

- (l) toute décision de distribution de dividendes ou d'acomptes sur dividendes d'une Société du Groupe, ou toute autre distribution à l'exception des opérations intragroupes (primes, réserves, etc.) ;
- (m) tout emprunt non budgété et dont le montant en principal serait compris entre deux millions (2.000.000) d'euros et cinq millions (5.000.000) d'euros ;
- (n) la mise en place de tout nouveau plan d'intéressement des salariés ou de toute nouvelle convention collective au niveau d'une Société du Groupe ;
- (o) toute modification dans la rémunération ou dans les avantages accordés au Président, aux membres du Conseil d'Administration ou au président du Conseil d'Administration ;
- (p) toute nomination ou révocation/licenciement d'un dirigeant, d'un cadre ou d'un salarié d'une des Sociétés du Groupe dont la rémunération annuelle brute serait supérieure à cent cinquante mille (150.000) euros ;
- (q) toute convention conclue entre d'une part l'une des Sociétés du Groupe et d'autre part l'Associé Majoritaire, et, plus généralement, toute convention conclue avec un associé direct ou indirect d'une des Sociétés du Groupe, ainsi que tout avenant ou renonciation par une des Sociétés du Groupe à tout ou partie de ses droits aux termes desdites conventions, à l'exception des conventions intragroupe ; et
- (r) toute convention règlementée conclue par l'une des Sociétés du Groupe, à l'exception des conventions intragroupe.

Les Décisions Importantes suivantes devront être préalablement approuvées par un membre du Conseil d'Administration nommé sur proposition de Holding AA-OC :

- (s) toute convention conclue entre la Société d'une part, et l'Associé Majoritaire ou les Fonds Lion d'autre part, autres que celles conclues dans le cours normal des affaires ;
- (t) toute modification des Statuts, en ce compris toute modification résultant d'une opération portant sur le capital social de la Société ; et
- (u) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution impliquant les Filiales la Société, à l'exception (i) des opérations purement internes au Groupe n'ayant pas pour effet de modifier les caractéristiques fiscales de la participation détenue par Holding AA-OC ou (y) de toute opération de croissance externe permise ou autorisée aux termes des présentes.

Etant précisé que ce droit est personnel à Holding AA-OC et est incessible.

12.3 Composition

Le Conseil d'Administration est composé de cinq (5) à douze (12) membres, nommés conformément aux stipulations du Pacte Principal par décision de la collectivité des Associés à la majorité simple (étant précisé que les Associés pourront décider d'augmenter, à la majorité simple, le nombre de membres du Conseil d'Administration).

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être des personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société.

Les personnes morales nommées au Conseil d'Administration sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil d'Administration en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

12.4 Durée et cessation des fonctions de membres du Conseil d'Administration

12.4.1 Durée et causes de cessation

La durée des fonctions des membres du Conseil d'Administration est de six (6) années. Leur mandat expire à l'issue de la décision collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Tout membre sortant est rééligible.

Outre l'expiration du terme mentionné ci-dessus, les fonctions de membre du Conseil d'Administration cessent par le décès, la faillite, la démission, la révocation de l'intéressé ou d'office afin de permettre le respect de la composition prévue à l'Article 12.3.

Ils peuvent être révoqués *ad nutum* par décision collective des Associés à tout moment et sans préavis. La révocation ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Toutefois, les membres du Conseil d'Administration nommés sur proposition de Holding AA-OC dans les conditions visées à l'Article 12.3 ne sont révocables que (i) par voie judiciaire dans les conditions de l'article 1851, alinéa 2 du Code Civil ou d'office afin de permettre le respect de la composition prévue à l'Article 12.3 ; ou (ii) conformément aux stipulations du Pacte Principal.

12.4.2 Désignation provisoire

Si, par suite d'une cessation de fonctions autre qu'une révocation par décision collective des Associés, un siège de membre du Conseil d'Administration devient vacant dans l'intervalle de deux décisions collectives des Associés, le Conseil d'Administration peut pourvoir provisoirement au remplacement par cooptation.

Le membre du Conseil d'Administration nommé en remplacement d'un autre conformément au paragraphe précédent ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les nominations provisoires de membres du Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine délibération collective des Associés. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil d'Administration n'en demeurent pas moins valables.

12.5 Présidence du Conseil d'Administration

La collectivité des Associés, statuant à la majorité simple, nomme parmi les membres du Conseil d'Administration, un président.

La durée du mandat du président du Conseil d'Administration correspond à celle de son mandat de membre du Conseil d'Administration.

Le mandat de président est renouvelable sans limitation.

12.6 Rémunération

Les membres du Conseil d'Administration ne recevront aucune rémunération pour leurs fonctions mais seront remboursés pour les frais et dépenses raisonnables qu'ils auront engagés dans le cadre de leurs fonctions sur présentation de justificatifs.

Par exception à ce qui précède, le président du Conseil d'Administration et les membres dits "indépendants" (le cas échéant) pourront recevoir une rémunération annuelle fixe et variable librement déterminée par le Conseil d'Administration.

12.7 Délibération du Conseil d'Administration - Procès-verbaux

12.7.1 Réunions - Convocations

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation de son président ou de deux au moins de ses membres, aussi souvent (i) que l'intérêt du Groupe le nécessitera ou (ii) que nécessaire pour délibérer sur les décisions relevant de sa compétence au sens du présent Article et, sauf décision contraire adoptée à la majorité des membres du Conseil d'Administration, au moins une fois par trimestre.

Le Conseil d'Administration se réunira, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France désigné par celui qui le convoque.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent être tenues par tous moyens notamment par vidéoconférence, conférence téléphonique, ou tout autre moyen de communication permettant l'identification des participants, ou encore par signature par tous les membres d'un acte unanime.

Sauf (i) au cas où les membres du Conseil d'Administration y renoncent à l'unanimité ou sont tous présents ou représentés ou (ii) en cas d'urgence, le Conseil d'Administration ne pourra délibérer que s'il a été convoqué au moins cinq (5) jours à l'avance, moyennant communication d'un ordre du jour, étant entendu que cette convocation pourra se faire par tout moyen permettant de s'assurer de la réception et de la prise de connaissance effective de ladite convocation par son destinataire, notamment par voie de courrier électronique.

A défaut d'être membres, chacun des Dirigeants Principaux pourra assister aux réunions du Conseil d'Administration, sur convocation du président ou de deux au moins des membres du Conseil d'Administration, mais n'aura qu'une voix consultative.

12.7.2 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour lorsque tous les membres sont présents ou représentés à la délibération.

12.7.3 Présidence des séances

Les séances du Conseil d'Administration sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, en cas d'absence, par un membre du Conseil d'Administration choisi par ledit conseil au début de la séance.

12.7.4 Quorum – Participation

La participation d'au moins la moitié des membres est requise pour que le Conseil d'Administration puisse valablement délibérer.

La participation d'un membre du Conseil d'Administration aux réunions du Conseil d'Administration résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par voie de visioconférence ou de conférence téléphonique, soit de sa représentation par tout autre membre du Conseil d'Administration auquel il a donné pouvoir (étant précisé que chaque membre du Conseil d'Administration peut recevoir plusieurs pouvoirs).

12.7.5 Majorité

Sous réserve des dispositions spécifiques visées à l'Article 12.2, les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du président de séance est prépondérante.

12.7.6 Procès-verbaux - Registre

Sans préjudice de la faculté, pour le Conseil d'Administration, de délibérer par signature par tous les membres d'un acte unanime, il est établi une feuille de présence et un procès-verbal de toute délibération prise par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. Ces procès-verbaux doivent être établis et signés par le président du Conseil d'Administration et un membre ou, en cas d'empêchement du président du Conseil d'Administration par deux membres du Conseil d'Administration participants. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président, par le président du Conseil d'Administration, un membre du Conseil d'Administration nommé sur proposition de l'Associé Majoritaire ou par le Directeur Général.

TITRE IV. DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 13 DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

13.1 Décisions de la compétence des Associés

13.1.1 Conformément à l'article L. 227-19 du Code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, et L. 227-17 du Code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés (avec l'autorisation préalable du Conseil d'Administration s'il s'agit d'une Décision Importante).

13.1.2 Les Associés, statuant à la majorité simple des voix des Associés présents ou représentés, sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes (avec l'autorisation préalable du Conseil d'Administration s'il s'agit d'une Décision Importante) :

- (a) augmentation, réduction ou amortissement du capital et émission de toute valeur mobilière pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société ;
- (b) fusion (autre que celle visée aux articles L. 236-11 et L. 236-11-1 du Code de commerce et sous réserve des dispositions légales et réglementaires s'appliquant à cette fusion), scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- (c) la nomination des commissaires aux comptes et leur révocation ;
- (d) l'approbation des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés de la Société et affectation des résultats ;
- (e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution ;
- (f) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (g) les modifications des Statuts (dont le changement de siège social) autres que celles mentionnées à l'Article 13.1.1 ;
- (h) la nomination, le renouvellement et le remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi que leur révocation sous réserve des dispositions des Articles 12.4 et 12.5 ;
- (i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués (cette compétence étant partagée avec le Conseil d'Administration) ;
- (j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'ARTICLE 17;
- (k) la dissolution de la Société ;
- (l) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ; et

(m) la prorogation de la durée de la Société.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président ou, le cas échéant, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués (avec l'autorisation préalable du Conseil d'Administration s'il s'agit d'une Décision Importante) sauf lorsque la loi en dispose impérativement autrement.

13.2 Modalités des décisions collectives

13.2.1 Les décisions collectives sont prises en assemblées générales des Associés (les "**Assemblées**"), par consultation écrite, par téléconférence (ou par tout autre moyen de communication similaire), ou par acte unanime, au choix de l'auteur de la convocation.

13.2.2 Convocation et information des Associés et des commissaires aux comptes

Les Associés sont convoqués ou consultés par le Président ou le président du Conseil d'Administration, à leur initiative ou sur la demande d'un ou plusieurs Associés représentant seul ou ensemble plus de 25% des droits de vote de la Société.

Les commissaires aux comptes sont convoqués aux Assemblées et sont informés, en même temps que les Associés, des décisions collectives des Associés.

13.2.3 Quorum - Majorité

Les Associés délibèrent valablement si les Associés représentant plus de la moitié des droits de vote sont présents ou représentés.

Sous réserve des dispositions de l'Article 13.1.1, les décisions collectives des Associés sont prises à la majorité simple des voix des Associés présents ou représentés, sauf en ce qui concerne (i) celles qui résultent du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte, (ii) celles qui entraînent immédiatement ou à terme une modification des Statuts, qui nécessitent une majorité de deux tiers (2/3) des voix des Associés, (iii) celles qui entraînent l'exclusion visée à l'Article 10.2 qui nécessitent une majorité de plus de 92% des voix et (iv) celles qui, selon la loi ou les Statuts, doivent être prises impérativement à l'unanimité, notamment les décisions visées aux articles L. 227-13 et L. 227-17 du Code de commerce.

Par dérogation à ce qui précède, la modification des articles des Statuts conférant un droit ou un avantage quelconque à Holding AA-OC nécessite une majorité de plus de 92% des voix.

13.3 Décisions de l'Associé Unique

13.3.1 L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les Statuts à la collectivité des Associés.

13.3.2 Les décisions de l'Associé Unique sont prises à l'initiative du Président, du président du Conseil d'Administration ou de l'Associé Unique lui-même.

13.3.3 Lorsque la décision de l'Associé Unique est sollicitée par le Président ou par le président du Conseil d'Administration, et sauf renonciation par écrit de l'Associé Unique, une convocation est adressée, par tous moyens, à l'Associé Unique par le Président ou le président du Conseil d'Administration, selon le cas, cinq (5) jours au moins avant la réunion projetée ; cette convocation porte indication des sujets devant être soumis à la décision de l'Associé Unique.

En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'Associé Unique.

- 13.3.4 Un procès-verbal des décisions prises par l'Associé Unique est établi par le Président ou le président du Conseil d'Administration, selon le cas, et signé par l'Associé Unique.

13.4 Assemblée des Associés

- 13.4.1 Le Président ou le président du Conseil d'Administration, selon le cas, convoque les Associés par lettre recommandée ou télécopie ou courrier électronique au minimum cinq (5) jours à l'avance, sauf renonciation de l'ensemble des Associés, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'Assemblée, l'Assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation, et sauf renonciation par les Associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des Associés au siège social de la Société.
- 13.4.2 Chacun des Associés peut désigner le représentant de son choix (Associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un Associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.
- 13.4.3 Les Assemblées se réunissent au siège social de la Société ou en tout autre lieu en France déterminé dans la convocation. Elles peuvent également se tenir par visioconférence, ou par tous moyens de télécommunication, dans les conditions légales et réglementaires. Les Assemblées sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par l'auteur de la convocation, ou, en cas d'empêchement, par un Associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son président en début de séance.
- 13.4.4 A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence, dûment émargée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte dans les mêmes conditions que les procès-verbaux et mentionne, le cas échéant, le nom des Associés participant à la séance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.
- 13.4.5 Un procès-verbal des décisions des Associés rédigé en français est établi, daté et signé par le président de séance et un Associé (ou le secrétaire s'il en a été désigné un), dans les meilleurs délais, quel que soit le mode de consultation choisi. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

13.5 Résolutions écrites

- 13.5.1 Les décisions peuvent également être adoptées sans réunion en Assemblée par consentement écrit des Associés. Le texte des résolutions proposées est adressé, par la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés, à chaque Associé et, pour information et lorsqu'il en a été désigné un, au commissaire aux comptes et à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception.
- 13.5.2 Les Associés disposent d'un délai de sept (7) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour signer le texte des résolutions qu'ils approuvent et le renvoyer au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple ou télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception. Tout Associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai mentionné ci-dessus sera considéré comme ayant refusé la ou les résolutions concernées.
- 13.5.3 La date de la dernière résolution écrite reçue permettant d'atteindre la majorité et, le cas échéant, les approbations spécifiques requises pour l'adoption de la résolution, sera considérée comme la date d'adoption de la résolution concernée.
- 13.5.4 Pendant le délai de réponse, chaque Associé peut exiger toute explication complémentaire de la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés ou du Président.
- 13.5.5 Les preuves d'envoi et de réception du texte des résolutions et les copies en retour de ces résolutions dûment signées par les Associés comme indiqué ci-dessus seront conservées au siège social.

13.6 Acte unanime

Toute décision de la compétence des Associés peut également résulter, en l'absence d'Assemblée, du consentement de tous les Associés, exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les Associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des Associés.

13.7 Langue

Pour être valables, les notifications, communications ou lettres adressées aux (ou par les) Associés de langue française ou dont le dirigeant est de langue française, dans le cadre des relations entre Associés ou entre la Société et les Associés, sont écrites en français.

ARTICLE 14 DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

14.1 Droit d'information préalable

Quel que soit le mode de consultation, chaque Associé a le droit d'obtenir le texte des décisions et les documents soumis à son approbation ainsi que (i) l'ordre du jour et (ii) les rapports du Président, des commissaires aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la loi impose leur préparation.

14.2 Délais

En ce qui concerne la mise à disposition d'un rapport des commissaires aux comptes ou du commissaire nommé spécialement, et lorsque la loi n'impose aucun délai pour celui-ci, il est tenu à la disposition des Associés au siège social à la date de convocation pour les Assemblées ou de la consultation des Associés dans les autres cas. Dans le cas contraire, le droit de communication du rapport des commissaires aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais fixés par la loi.

Dans tous les cas, les informations et documents auxquels les Associés ont droit dans le cadre de leur droit à l'information leur sont communiqués sur première demande de leur part et sont consultables au siège social de la Société à compter du jour de leur convocation ou consultation.

14.3 Renonciation à l'information

Quel que soit le mode de consultation, les Associés peuvent renoncer à la mise à disposition de l'information si tous les Associés sont présents ou représentés et qu'ils se déclarent suffisamment informés pour délibérer.

**TITRE V.
COMPTES – RESULTATS DE LA SOCIETE**

ARTICLE 15 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de chaque année.

ARTICLE 16 FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

La collectivité des Associés statue sur les comptes de l'exercice et décide de l'affectation du bénéfice distribuable dans les conditions fixées par la loi, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social.

Sous réserve des dispositions statutaires contraires et des droits particuliers attachés aux ADP, la part de chaque Associé dans les bénéfices ainsi que sa contribution aux pertes sont proportionnelles à sa quotité dans le capital social.

TITRE VI. CONTROLE

ARTICLE 17 CONVENTIONS REGLEMENTEES

Le Président doit aviser le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et le Président, le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des membres du Conseil d'Administration ou l'un des Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Le commissaire aux comptes, ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président, présente aux Associés un rapport sur ces conventions. Les Associés statuent chaque année à l'occasion de la décision collective d'approbation des comptes sur ce rapport, chaque Associé intéressé ne participant pas au vote.

Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et ses dirigeants sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales dont la liste est communiquée aux commissaires aux comptes. La liste des conventions qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties n'est pas communiquée.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués et aux membres du Conseil d'Administration.

ARTICLE 18 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires ou suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont nommés, le cas échéant, pour une durée de six (6) exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le commissaire nommé par décision collective des Associés en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 19 REPRESENTATION SOCIALE

Les membres de la délégation du personnel du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par les articles L. 2312-72 à L. 2312-77 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par an au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité social et économique au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des Associés. Le Président sera compétent pour décider si la proposition de résolution est soumise à la collectivité des Associés ou selon l'une des autres formes prévues à l'ARTICLE 13.

TITRE VII. DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 20 DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution et la liquidation de la Société sont décidées par l'Associé Unique ou par décision collective des Associés statuant à l'unanimité de ses membres.

Le boni de liquidation est versé à l'Associé Unique ou réparti entre les Associés conformément aux stipulations de l'Article 9.7 et de l'Annexe 2 étant précisé que l'Associé Unique ou les Associés renoncent expressément à toute reprise d'apport conformément à l'article 1844-9 alinéa 3 du Code civil.

ARTICLE 21 CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de la liquidation, soit entre les Associés et les mandataires sociaux de la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.